

BILLET DE BLOG 3 octobre 2024

Le futur, prisonnier des incertitudes présentes ? Bilan d'une semaine entre deux eaux à New York

Auteur

Céline Kauffmann

Directrice des programmes

 Temps de lecture: 4 min

Alors que se profilent la COP biodiversité à Cali (octobre-novembre 2024) et la COP climat à Bakou (novembre 2024), et que le processus de décantage des priorités pour la Quatrième Conférence internationale sur le financement du développement (FfD4, Séville, juin-juillet 2025) avance à petits pas, le Sommet de l'avenir et la Semaine du climat se sont clos à New York, deux rendez-vous pris en tenaille entre une géopolitique défavorable et des résultats électoraux incertains.

Le Sommet de l'avenir a abouti à l'adoption de 3 documents clés, les 2 derniers en annexe du premier : 1) le [Pacte pour l'avenir](#) ; 2) le [Global Digital Compact](#) ; et 3) la [Declaration on Future Generations](#). Le Pacte pour l'avenir a été adopté par consensus sans vote. Jusqu'au bout, la Russie a tenté de faire dérailler le processus en introduisant un

amendement arguant de la non-interférence des Nations unies dans les affaires domestiques¹. Le document compte 65 pages et 56 actions, la plupart relevant plus d'aspirations que d'engagements concrets, et peu de propositions d'instruments de mise en œuvre.

Chacun peut y retrouver ses priorités tant le périmètre est large ; de fait, chacun a bataillé pour obtenir une mention de son domaine car ne pas y être aurait été un désaveu – notamment en ce qui concerne la réitération du langage de la [Décision de la COP 28](#) sur la transition vers l'abandon des combustibles fossiles. Chacun verra aussi le texte du pacte à l'aune de ses propres centres d'intérêt. On retiendra notamment : l'accent mis sur la réforme de l'architecture financière internationale et sur la gouvernance du numérique (avec le lancement du [Global Digital Compact](#) pour renforcer la gouvernance des données et de l'intelligence artificielle) ; un engagement réitéré à réformer le Conseil de sécurité des Nations unies pour le rendre plus inclusif, réforme bloquée jusqu'à présent ; et, dans le domaine de l'environnement, la volonté de finaliser les négociations pour le traité sur les plastiques d'ici la fin 2024, et de promouvoir des modes de vie durables ainsi que les approches d'économie circulaire. La réforme de l'architecture financière internationale est l'objet de 6 des 56 actions, dont une dédiée spécifiquement au climat, qui réitèrent largement les efforts en cours (au sein des institutions de Bretton Woods et du G20) et insistent sur l'importance de remettre l'Agenda 2030 et les ODD au centre de l'attention, de rééquilibrer la gouvernance mondiale et de rapprocher les Nations unies des institutions financières internationales.

Avec ce sommet et ce pacte, les Nations unies perpétuent une approche d'inclusion et d'universalisme en mettant l'accent sur la jeunesse et la société civile, en tentant une synthèse des enjeux liés au climat, au numérique, au financement du développement et au genre, quitte à n'avoir que très peu de leviers d'action sur des domaines qui ne tombent pas sous sa juridiction. C'est finalement faire le pari – jusqu'à présent risqué – que les pays au centre des organisations des Nations unies, aussi bien que de ses agences et des institutions de Bretton Woods (Banque mondiale, Fonds monétaire international) et autres organisations internationales, portent la cohérence des positions et des politiques dans les différentes enceintes.

Toutefois, peut être signe de temps qui changent, des rapprochements s'opèrent, comme l'atteste cette première réunion aux Nations unies des ministres des Affaires étrangères du G20 voulue et organisée par la présidence brésilienne². In fine, ce sont les concrétisations des discussions en cours qui donneront chair à ce Pacte pour l'avenir (et renforceront ou non la crédibilité des Nations unies et du multilatéralisme), qu'elles aient lieu au G20, aux réunions annuelles de la Banque mondiale et du FMI, ou [en préparation de la FfD4](#).

Parallèlement au Sommet de l'avenir, se tenait également à New York la Climate Week, rendez-vous hétéroclite combinant des événements plutôt centrés sur le secteur privé organisés par le [Climate Group](#) et un « off » prenant appui sur la présence des délégués pour faire avancer un certain nombre de discussions. Celles-ci se sont concentrées sur les sujets qui doivent atterrir aux COP à venir, soit la finance (*New Collective Quantified Goal*) et les contributions déterminées au niveau national (*NDCs*). Les sujets des minerais critiques et des politiques industrielles, qui agitent les grands blocs, étaient également au cœur des discussions, de même que celui de l'adaptation au changement climatique, notamment via un panel de haut niveau particulièrement suivi. Mais si cette Climate Week s'inscrivait en préparation des échéances à venir, elle s'est tenue dans un contexte de forte incertitude quant au résultat des élections américaines à venir et d'une géopolitique adverse à la coopération internationale. S'il est douteux qu'elle ait pu permettre de faire des avancées diplomatiques significatives, elle a montré le dynamisme des communautés d'experts et des échanges techniques à un an des dix ans de l'Accord de Paris sur le climat.

¹ [World Leaders Pledge Bold Action to Protect Present, Future Generations amid Climate Crisis, Conflicts Gripping Globe, as General Assembly Adopts Pact for Future | un.org](#)

² [G20 Brasil holds meeting at the UN for the first time in the forum's history](#)

-
- CLIMATE
- GOUVERNANCE
- NÉGOCIATIONS INTERNATIONALES
- CLIMATE INTERNATIONAL NEGOTIATIONS
- CLIMAT